

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
cedex
31776 Colomiers

Colomiers, le 28/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TRIADIS SERVICES

ZAC Sud Essor
49 avenue des Grenots
91150 Étampes

Références : 2024-472
Code AIOT : 0006802432

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/08/2024 dans l'établissement TRIADIS SERVICES implanté 27 avenue Léon Jouhaux ZI du Terroir 31140 Saint-Alban. L'inspection a été annoncée le 12/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à un départ d'incendie, en date du 10 août 2024, dans une benne de déchets dangereux (de type pots de peinture), l'exploitant a sollicité l'appui du Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS). La visite d'inspection vise notamment à constater sur site les éventuels dégâts occasionnés et les mesures prises par l'exploitant ainsi que les actions correctives mises en œuvre pour que ce type d'incident ne se reproduise pas.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TRIADIS SERVICES
- 27 avenue Léon Jouhaux ZI du Terroir 31140 Saint-Alban
- Code AIOT : 0006802432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Filiale depuis 2002 du groupe SECHE Environnement basé à Changé (53), la société TRIADIS Services exploite sur son site de Saint-Alban une plateforme de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et de déchets non dangereux.

La plateforme s'étend sur une superficie de 5400 m². Elle est principalement composée d'un bâtiment administratif, d'un bâtiment d'exploitation (réception, tri, regroupement des déchets), de zones de chargement / déchargement de véhicules et de zones de stockages extérieures.

La société TRIADIS emploie une vingtaine de personnes sur le centre. Elle réceptionne en majorité des déchets d'entreprises (80 %) et des déchets de collectivités (20 %) provenant de la région Occitanie.

La gestion des déchets sur le centre est organisée en fonction de la filière de traitement (élimination, valorisation) retenue après les opérations de tri, regroupement et reconditionnement le cas échéant.

Les déchets sont réceptionnés conditionnés (fûts, bidons) ou en cuve (GRV), sous forme liquide, de gaz (aérosols), solide ou pâteuse, et stockés sur rack, étagères ou en vrac.

La quantité maximale de déchets présents sur le centre est limitée à 275 tonnes.

Compte tenu des capacités d'accueil du centre, l'exploitation du centre de transit relève du régime de l'autorisation au titre de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) pour les rubriques n° 2718, 2792, 3510 et 3550.

L'exploitation du site a été autorisée par arrêté préfectoral du 04/04/1996, modifié en dernier lieu le 23/12/2016.

Contexte de l'inspection :

- Accident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	rapport d'accident	Code de l'environnement du 22/08/2024, article R.512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'incendie survenu le 10 août 2024 dans une benne contenant des déchets dangereux triés, de type pots de peinture, a été rapidement maîtrisé. L'exploitant doit transmettre le rapport d'accident associé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rapport d'accident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2024, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident
Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.4/5. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

Constats :

Description de l'événement qui a eu lieu le 10 août 2024, d'après les événements collectés le jour de la visite :

Le feu a pris dans une benne d'une capacité 80 m³, remplie au deux tiers de sa capacité avec des produits dangereux pâteux de type crépis, peintures et leurs emballages. L'incendie s'est déroulé sur un jour non ouvré pour l'établissement (un samedi).

Le site dispose de caméras thermiques à demeure et est télésurveillé.

La société de télésurveillance a donné l'alerte à l'exploitant à 16h20. L'exploitant a appelé le SDIS à 16h24. En attendant l'arrivée du SDIS, l'exploitant a arrosé la benne à l'aide d'une lance, déployée en permanence en préventif et alimentée par une réserve portable eau/mousse de 200 litres. L'exploitant précise que les 200 litres eau/mousse ont été consommés.

Le SDIS est arrivé sur site à 16h40. Les pompiers se sont raccordés aux deux bornes incendies situées à l'extérieur du site et le feu a pu être rapidement maîtrisé. A noter que le site dispose de sa propre borne incendie et que celle-ci n'a pas été utilisée.

Lors de la présente visite, il est constaté l'absence de dommages (en dehors de la benne).

Les images de la caméra de surveillance visionnées lors de la visite montrent un départ de feu spontané.

L'exploitant indique avoir mis en place un gardiennage du site après le départ des services de secours, et ce pendant toutes les périodes hors heures ouvrées du site. Le système d'arrosage automatique, couplé au système de caméras thermiques installé au niveau des deux bennes accueillant les déchets dangereux pâteux (en cas d'élévation de la température, le système d'arrosage démarre) a, en complément, été remis en service.

Les eaux d'extinction ont été confinées sur le site dans les réseaux de canalisation, la cour, et le séparateur à hydrocarbures. L'exploitant indique que l'intervention d'un hydrocureur pour collecter les eaux d'extinction est prévue dans l'après-midi même du jour de l'inspection.

L'exploitant indique également que tous les déchets brûlés ont été éliminés via les filières dûment autorisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

<p>Il est demandé à l'exploitant d'établir un rapport d'accident précisant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une analyse approfondie de l'évènement (analyse des causes) et des propositions d'actions visant à éviter qu'un incident similaire ne se reproduise (mesures correctives) • la gestion des eaux d'extinction souillées (justificatifs d'élimination à transmettre), • la gestion des déchets brûlés (bordereaux de suivi de déchets à transmettre). <p>D'autre part, comme vu lors de la visite d'inspection, il serait également opportun de compléter la fiche "message d'information initial" version 02/19 du POI afin d'indiquer aux services de secours qu'une borne incendie est également présente sur le site.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois